

# Les cahiers de doléances

du « Grand débat » après le mouvement des « Gilets jaunes »

**CANTON DU  
LÉZIGNANAIS**



**Le présent document est publié sous licence  
Creative Commons CC-BY-NC-SA**

Il peut être librement utilisé, à la condition de l'attribuer au Comité Economique, Social et Environnemental (CESE) de l'Aude en citant son nom. Cela ne signifie pas que le CESE est en accord avec l'utilisation qui en est faite.

La reproduction, la diffusion, la modification sont autorisées, tant que l'utilisation n'est pas commerciale.

Les modifications éventuelles sont soumises à l'obligation d'être proposées au public avec les mêmes libertés que l'original, c'est-à-dire sous les mêmes options Creative Commons.

*Le Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude  
adresse ses plus vifs remerciements à la Directrice et au  
personnel des Archives Départementales de l'Aude,  
qui ont rendu ces travaux possibles.*



## Une démarche volontariste et démocratique du CESE

---

Le conseil économique, social et environnemental (CESE) est une instance consultative représentative des corps intermédiaires qui existe au niveau national et obligatoirement dans toutes les régions.

L'Aude est un des rares départements à avoir mis en place une telle structure. Notre CESE départemental est amené à donner son avis sur les politiques et les schémas départementaux, ou sur les grandes orientations budgétaires. Il peut aussi s'autosaisir de toute question qui lui semble pertinente pour y réfléchir. Et, en mobilisant l'expertise des citoyens qui le composent par l'intelligence collective et non partisane, il peut éclairer le Conseil départemental.

C'est dans ce cadre que le CESE de l'Aude s'est intéressé aux cahiers de doléances. Nulle part ailleurs en France une démarche d'une telle ampleur n'a été entreprise. Tout au plus quelques chercheurs ont-ils tenté une approche partielle, réservant les résultats de leurs recherches scientifiques au milieu universitaire. L'originalité de notre démarche est qu'elle est profondément démocratique et citoyenne, qu'elle s'inscrit dans le cadre d'un département tout entier et qu'elle pourrait permettre de faire entendre les citoyens, y compris en leur redonnant la parole sur des questions qui restent largement d'actualité.

Il nous a fallu patienter des mois pour obtenir l'autorisation d'accéder aux archives, avec l'engagement d'anonymiser les documents. Cela nous permet aujourd'hui de publier ces cahiers de doléances pour les rendre accessibles à tous.

Après plusieurs semaines de lectures et de travail d'analyse, le CESE a produit la courte synthèse ci-dessous. Elle ne constitue en aucun cas un résumé qui dispenserait de lire les cahiers. Un tel résumé aurait été partiel et de parti pris. Notre synthèse vise à éclairer le contenu des cahiers pour donner envie d'aller plus loin par la lecture directe.

Car seule cette confrontation avec le document brut permet de saisir les souffrances, les colères mais aussi les espérances, permet d'entendre comment des citoyens ordinaires s'adressent non seulement aux autorités de ce pays, mais encore à nous tous et permet de comprendre que ces mots écrits appellent des réponses.

## Des cahiers de doléances, et après ? Le propos du CESE

---

A la fin de l'année 2018 et au début de 2019, pendant la période très tendue du mouvement des « Gilets Jaunes », le Président de la République a évoqué un « Grand Débat » national. Il s'est engagé personnellement dans de longues réunions semi-publiques très médiatisées ; une consultation par voie numérique a été organisée, conclue par une analyse statistique, sans suite connue.

En même temps, dans de très nombreuses communes, à l'initiative des Maires, des cahiers ont été mis à la disposition des citoyens pour recueillir leurs contributions. Ils sont aussitôt devenus, référence à 1789, des « Cahiers de Doléances ». Ils ont été remis en Préfecture, transmis à la Grande Bibliothèque de France, numérisés puis, sans débat, sans considération pour leurs rédactrices et rédacteurs, versés aux Archives Départementales. Ils ont ainsi été soumis à la réglementation ordinaire des Archives en France, qui, lorsqu'elles contiennent des noms ou des éléments d'identification personnelle, ne sont accessibles qu'au bout de cinquante ans.

Au Comité Economique, Social et Environnemental de l'Aude, nous avons voulu sortir les Cahiers audois, remplis par plus de deux mille personnes dans quatre-vingt-quinze communes, de l'oubli dans lequel ils avaient été relégués. Nous les avons donc, par dérogation obtenue, « anonymisés » pour respecter la réglementation, en coupant ou masquant les données personnelles, et regroupés par cantons.

Pour, en premier lieu, donner la possibilité à tous d'en prendre connaissance.

Cette publication nous permet à toutes et à tous par, pourrait-on dire, politesse démocratique, de savoir ce qui a été évoqué dans notre commune, dans celle du canton et, pourquoi pas, ailleurs dans l'Aude. De notre environnement ou de nos mobilités à notre pouvoir d'achat ou à la réforme de la Constitution, la matière est fournie. Leur lecture a de quoi éveiller la curiosité de tous.

En second lieu, continuer le travail.

La nature d'un débat, c'est l'échange. Certes, ce « Grand débat » a pour le moins tourné court à l'échelle nationale, mais, comme il est dit dans ces Cahiers, Paris n'est pas la France !

L'échange est dès maintenant possible avec les élues et les élus du Conseil Départemental, pour ce qui relève de leurs missions. Et pour le reste, pourquoi ne pas reprendre le débat pour construire des projets communs ? Pour notre vie ici, dans nos communes, notre département. Voire pourquoi pas dans un cadre plus large !

## Les cahiers de doléances : porteurs de riches propositions

Les cahiers de doléances rédigés dans l'Aude (à l'image de ceux des autres départements) ont un contenu très diversifié. Les préoccupations sont pour certaines à court terme. Alors que d'autres inventent « le monde d'après ». Certains souhaits concernent le terrain local, les politiques publiques à mettre en œuvre dans la commune ou le département. Beaucoup d'autres (la majorité) s'inscrivent dans le contexte de la politique nationale, voire européenne. On peut néanmoins les regrouper en quatre thématiques majeures.

### **Les principes fondamentaux de la République sont au cœur de ces doléances**

L'attachement à la Liberté s'exprime de multiples manières. On s'interroge souvent sur l'efficacité de nos institutions, le coût de la démocratie, sur la représentativité et l'exemplarité de nos élus. Certains réfléchissent aussi à la nécessité de repenser nos institutions pour mettre fin à une forme de monarchie républicaine ou de tyrannie (mot plusieurs fois employé). Quelques-uns réfléchissent aussi au rôle et à l'utilité des corps intermédiaires. Beaucoup souhaitent une démocratie plus directe ou plus participative.

Beaucoup de contributeurs aux cahiers de doléances déplorent le « tout numérique » et la financiarisation excessive de la société.

### **Ils souhaitent une société plus fraternelle et plus humaine**

Dans les souhaits concrets pour améliorer la vie quotidienne on sent souvent la détresse ou la solitude de ceux qui s'expriment. Il est dit qu'il ne peut y avoir de paix sociale sans justice sociale. Il est écrit aussi que le respect des valeurs républicaines et de ceux qui les représentent (les agents publics) est essentiel. Parmi ces valeurs sont mentionnées notamment la solidarité, la laïcité, l'égalité. Certains ont voulu caricaturer le mouvement des Gilets jaunes en le réduisant parfois à un mouvement anti-immigrés. Certes, quelques cahiers expriment des préoccupations relatives au contrôle de l'immigration. Mais là n'est pas l'essentiel.

### **L'économie est au cœur des cahiers de doléances**

D'innombrables propositions sont faites pour améliorer le pouvoir d'achat des plus modestes (agriculteurs, retraités...). D'autres propositions, tout aussi nombreuses (et quelquefois contradictoires) touchent à la justice fiscale. Ces deux axes ont fondé le mouvement des Gilets jaunes. Cela reste aujourd'hui un sujet majeur de l'actualité, aucun des problèmes soulevés n'ayant été résolu.

### **La sensibilité aux questions environnementales est prégnante**

On ne peut donc pas réduire le mouvement des Gilets jaunes à une critique de la lourdeur des taxes sur l'essence ; même si certains craignent le côté « punitif » de la transition écologique. Les changements souhaités reposeraient sur un partage équitable des efforts entre « riches » et « pauvres », sur des incitations d'Etat au développement des énergies renouvelables, une meilleure gestion collective et solidaire de l'eau, voire sur une planification locale.

## Et maintenant ?

---

Le mouvement social de 2018-2019 a eu un écho considérable, car il était porteur de revendications au cœur des préoccupations de très nombreux citoyens. Il n'a pour l'instant pas reçu de réponse politique, puisqu'à la suite du grand débat et de la rédaction des cahiers de doléances dans de très nombreuses communes quasiment rien de concret n'a été entrepris.

Le stockage des cahiers de doléances dans les archives départementales ou nationales n'est ni satisfaisant, ni acceptable. Car les questions soulevées voici 5 ans restent d'une actualité brûlante.

C'est pourquoi le CESE de l'Aude a souhaité, par la publication de tous les cahiers de notre département, contribuer à faire entendre ces voix citoyennes pour nourrir le débat et les politiques publiques qui pourront en découler, aujourd'hui et demain.

# CAHIERS DE DOLÉANCES

## CANTON DU LÉZIGNANAIS

Ces documents ont été immédiatement versés aux Archives Nationales, et sont donc soumis aux règles de confidentialité propres aux archives de moins de cinquante ans : pour être publiés, ils ont été « anonymisés » par découpe quand c'était possible sans affecter le texte, ou par masquage. Pour compenser les pertes de lisibilité dues à la numérisation, ils ont pu être contrastés et agrandis. Ils n'ont pas subi d'autre modification et sont intégralement publiés ici.

11 janvier 2019

Monsieur le Président de la République

Monsieur,

Je respecte votre fonction, en vieux soldat de la république qui a toujours œuvré par la sécurité de notre pays. Cependant je tiens à vous dire qu'il me semble que vous êtes mal conseillé par des politiques ou des hauts fonctionnaires qui ont peur, manquent de courage ou parfois déconnecter des réalités.

La crise des gilets jaunes était prévisible et vous en êtes malheureusement la victime expiatoire à cause d'une accumulation de rancœur de la France profonde qui n'a jamais été respectée depuis des décennies.

Par exemple le référendum de 2005 sur l'Europe et vous le savez bien. La parole du peuple a été bafouée. On nous impose une Europe que la majorité ne voulait pas. Le citoyen s'est senti trahi.

Mais il y a d'autres problèmes à comprendre :

- la justice si prompt à condamner les automobilistes fautifs et qui accorde des excuses aux délinquants ( rappel à la loi - sursis - non exécution des peines courtes - etc.. ) à plusieurs reprises. Le conducteur lui ne bénéficie d'aucune remise de peine à la première infraction même mineure il doit s'acquitter de l'amande. Je pourrais développer sur ce thème mais cela serait trop long. Comprenez l'incompréhension des français dans ce système.
- la justice fiscale fonctionne de la même façon. Le petit contribuable ne fait l'objet d'aucune mansuétude. En revanche les gros tricheurs s'en tirent avec un minimum voire avec rien du tout car ils sont défendus par des cabinets d'experts dont une partie a été formée par notre administration.
- le mensonge permanent sur l'immigration, ou une certaine intelligentsia s'évertue à affirmer que c'est une chance pour la France. Il suffit de regarder le contenu de nos prisons pour s'en persuader.
- l'incapacité des dirigeants à mettre au pli une partie d'une religion qui refuse de se conformer aux lois de la république comme cela a été fait pour les autres religions. Le recul permanent devant les activistes sur le voile, sur les mots utilisés ou notre mode de vie pour ne pas heurter une certaine communauté contribue à se malaise. Cela se fait toujours au détriment de ceux qui veulent s'intégrer et surtout des femmes.
- le dénigrement permanent de nos forces de sécurité ( policiers - gendarmes - pompiers - militaires ) par la presse et quelques politiques sans vérifier la véracité des faits. La réaction de la justice qui annonce immédiatement l'ouverture d'une enquête, avec mise en garde à vue ou la mise en examen pour calmer un vox populi manipulée par des parties politiques malfaisants, complète cette défiance entretenue sciemment. Par contre lorsque les investigations débouchent sur une relaxe ou un acquittement plus rien. Le mal est fait.

Je crains qu'un jour tous ces valeureux serviteurs de l'état vont refuser de prendre des risques pour ne pas être jetés en pâture. Une fois de plus le délinquant est écouté lorsqu'il se plaint d'avoir été interpellé avec force, c'est vrai qu'il reçoit toujours les enquêteurs avec le café et les croissants.

- Autre exemple la modification de l'application de la contrainte par corps permettant à toutes personnes justifiant d'une insolvabilité d'échapper à son exécution a ouvert une boîte de pandore. Les gens du voyage, les délinquants et autres malfaisants se sont engouffrés dans la brèche. Ceci a complètement changé leur rapport à l'autorité.

- les aides sociales attribuées sans discernement juste pour acheter une paix sociale de façade et sans contrepartie ont conforté une partie des allocataires dans leur rejet de notre société. Ils ne respectent même pas la main qui les nourris . Ces aides doivent être réservées aux personnes en difficultés et non à ceux qui veulent rester en marge du système comme « ils disent » .
- la désindexation des retraites a été reçue comme un coup de canif dans le contrat social. Certaines réglementations sont vexatoires . Pour comprendre je vous donne mon exemple :  
3 années au régime général - 44 annuités sous le régime militaire et pour finir retour au régime général 7 ans. La réponse est 50 % de la retraite du régime général en raison d'une carrière courte.

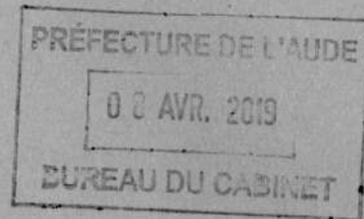
Je pourrais continuer encore sur d'autres domaines. Les réglementation votées à l'aveugle qui étouffent les gens qui veulent s'investir ou seulement faire leur métier.

Voilà, avec quelques lignes, je voulais contribuer modestement au débat que vous appelez de vos vœux

Je n'ai pas perdu mon âme de serviteur de l'état, mais je suis peiné de voir dans quel état est notre pays. Je ne peux que souhaiter votre réussite dans la refondation de notre maison commune y compris pour l'environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon dévouement.

Un vieux soldat de la loi.



Cahier de  
Doléances

Mairie d'Ornaisons

dissoudre l'Assemblée Nationale. Augmentation des retraites. Augmentation du pouvoir d'achat

Supprimer les avantages, salaires, voiture et des anciens présidents

Écouter et donner la parole au peuple (les gauchistes)  
Retirer la main de vie de l'Élysée.

Faire payer la taxe d'habitation aux riches

Faire un référendum. R.I.C.

- 1) Augmentation générale du SMIC.
- 2) Révalorisation pensions retraites / diminution CSG
- 3) Modifier la procédure d'élection concernant la présidence de la République, et redonner par voie de référendum le pouvoir au peuple
- 4) Renforcement des pouvoirs des Maires en direction des hautes autorités sous contrôle direct de la population.

M<sup>r</sup> Macron permettez moi pour cette nouvelle  
année de vous souhaiter de vivre avec un  
SMIC - Payer un loyer - eau - EDF - Complémentaire  
Santé (Beaucoup de personnes en France ne peuvent  
se la payer malgré la maladie)  
être SDF - Nouveaux pas de sorties  
La liste serait trop longue.

Merci de nous conseiller de traverser la rue  
pour avoir un travail, et faire des efforts  
faibles en allant à vous des muscles  
Pensez que pour votre élection tenez  
compte des abstentions et des bulletins  
Blancs (pour éviter le passage de la Pen)  
A votre place je serais mal dans ma  
peau

En espérant votre dernière élection  
à toutes vos listes électorales

Bonjour : vivre ensemble les uns avec les autres, partager  
nos expériences + ou négatives, supporter activement nos  
différences - savoir les accepter ou savoir ne pas les imposer  
aux autres - savoir également sortir de nos vases clos : ces  
lieux où nous rencontrons ceux avec qui nous avons des affrontés  
où nous sommes compris, pas chahutés... Aller humblement vers  
ce qui nous dérange A.T.

Bonjour.

1) Fiscalité : Mettre en œuvre des mesures concrètes et efficaces pour lutter contre l'évasion fiscale et la fraude fiscale.

Injustice fiscale : OX pour payer des impôts afin de financer les services publiques. Investir dans la santé, l'éducation et la recherche.

Retablir l'ISF

2) Redonner le pouvoir au peuple :

- Mise en place du RIC
- Transparence sur les rémunérations et les frais des élus.
- Baisse en concepte des votes blancs.
- Respect du droit de manifester,

3) Education : Redonner leur rôle aux enseignants ! Remise en état des écoles publiques.

4) Santé : Mise en place de systèmes permettant de désengorger les urgences et leur rendre leur rôle d'URGENCES.

↳ Gardes

↳ Maisons de garde ...

5) Politique : Baisse des rémunérations de certains acteurs politiques (niveau régional et national)

- Révoit les avantages pour les élus et anciens élus

Les valeurs travail et effort sont les nôtres depuis toujours. Nous les avons mises en pratique toute notre vie et inculqué à nos enfants.

Maintenant nous sommes retraités et nous ne voulons pas être traités comme les Reclus de la Société

De même les gens au chômage n'ont pas à être considérés comme des fainéants ou des profiteurs et les immigrés comme des voyous ou des terroristes.

Le "nouveau pacte social" devrait être fondé sur la solidarité et le respect de chacun

### Reflexions

Les retraités actuels ont travaillé, cotisé et payé divers impôts et taxes (et continuent pire maintenant)  
Ils ont MERITÉ leur retraite

Certains retraités touchent une pension très faible. Il faut les considérer dignement

La taxe d'habitation est un  $\text{\$}$  impôt injuste

Les personnes sans emploi, les travailleurs pauvres et les personnes handicapées ont besoin d'être aidés

### Propositions

- Indexation annuelle des pensions sur l'inflation  
- Suppression de la hausse de la CSG pour toutes les retraites sans condition de montant

- 1000  $\text{\$}$  minimum sans tenir compte du revenu du foyer

- Suppression de la taxe d'habitation pour TOUS

- Ne pas supprimer ou diminuer les mesures d'aides sous prétexte que les petits salaires vivent mal

Il y a trop de différence entre les ultra riches et les autres citoyens et certains salaires sont indécents

- Baisser les taxes sur le carburant

- Permettre l'ISF si l'évaluation confirme que sa modification n'a servi qu'à favoriser les plus riches (comme nous en sommes persuadés)

- Imposer davantage les milliardaires, les grands groupes, les multinationales etc...

- TVA + haute sur les produits de grande luxe

- Plafonner les très gros salaires

- Evaluer toutes les aides données aux grandes entreprises pour en mesurer leur efficacité

L'allongement de la durée de vie impose de prendre plus de mesures en soins et accompagnement des personnes âgées

- Veiller à maintenir une offre de soins de qualité partout (maisons médicales, hôpitaux, EHPAD...)

Le tout numérique participe de la fracture sociale

- Attention. Si le numérique est nécessaire on peut aussi écrire, téléphoner, parler à quelqu'un à un guichet etc... et évoluer à son rythme

Beaucoup de citoyens ne se retrouvent pas dans les programmes des candidats aux élections

- Tenir compte du vote blanc

Beaucoup de choses à écrire encore (revenir à plus tard dans le "débat").

Sans autre explication qu'une délibération à huis clos d'une Assemblée de membres de l'ASA et 817 canal LUC, ORAÏSONS, BOUTENAC nous sommes pris en OTAGE par une INJECTION à voter, sous une forme non conforme à celle, REPUBLICAINE, qui respecte notre Constitution, Par : Le Préfet de l'Aude, la Délégation territoriale et le Président de l'ASA et 817 canal Luc, Oraïsons, Boutenac -

- Nous sommes donc SOUVRIS par la Contrainte des écritures, qui ne donnent pas l'énoncé des arrêtés réferents, à être inclus par la violence, dans une Association de gestion de l'eau, parce que propriétaire d'une parcelle de 500 m<sup>2</sup> -

- Nous ne sommes pas adhérent à cette Association !

- Nous n'en avons jamais fait la demande !

L'obligation est justifiée par les statuts de cette Association ASA et 817 canal --, organe Interne qui ne peut nous être opposable -

Voilà donc la définition de la Liberté, de la propriété, des droits de l'homme de ceux, qui, comme aux ESCLAVES peuvent avoir le pouvoir de nous soumettre par la force afin de nous TAXER

financièrement pour un produit dont nous n'avons pas l'usage en ce lieu, sans nous préciser ce que sera le prélèvement obligatoire -

- C'est toute l'humanité qui est en danger car l'eau est un bien nécessaire à la vie -

Mais comment un représentant de l'Etat peut-il s'octroyer ce pouvoir absolu de réduction de notre liberté, de notre choix, de dénaturer un vote pour le transformer en PLEBISCITE ? -

- Ce vote obtenu par un suffrage restreint et non UNIVERSEL n'a aucune transparence sur les conséquences qu'il induit -

Il est la négation de la liberté d'expression et de pensée en sa formulation, il a été diffusé par le Préfet et sa délégation donc approuvé en sa forme réductrice de nos droits -

- Il va provoquer la création d'une taxe arbitraire et non justifiée qui va amputer notre pouvoir d'achat déjà diminué de 150 Euros par mois sur ma retraite par des taxes que nous subissons, et qui se réduit en continu - - -

Nous devons faire Allégeance à ceux qui ont créé des prélèvements de ressource en eau dans une nappe phréatique DÉFICITAIRE puisque le CANAL Adducteur, origine de l'ASA, qui dérive les eaux de la rivière ORBIEN fait cette défiance, sans MONTRER le bien faudé autre que celui des prélèvements financiers rendus obligatoires et qui va ASSÉCHER tous nos puits au bénéfice d'un groupucule de spéculateurs

qui ont affermer les puits des trois communes :  
Luc, Oudon, Bouteville en devenant les seuls maîtres  
de l'EAU - ce qui se traduira par une hausse  
vertigineuse du prix de ce nouveau " PÉTROLE " -

Il est à remarquer que : si le prix minima établi  
pour une parcelle est référencé au MINIMA statutaire  
de 1 hectare de superficie soit 10 000 m<sup>2</sup>, pour 500 m<sup>2</sup>  
nous paierons  $\frac{10000}{500} = 20$  FOIS PLUS CHER !

Nous le Service PUBLIC, Benjamin l'écolo et -  
la rentabilité !!!

Tous les petits jardins seront abandonnés et -  
Nous paierons à PERPETUITÉ ! -

L'EAU en sous sol de nos parcelles nous  
appartient car la nappe d'origine est naturelle  
et non structurellement l'objet de l'appart  
du canal qui n'existe presque plus -

- que l'on nous donne les volumes pompés  
dans la nappe commune, et vendus, et le  
rapport à ceux injectés par le canal dérivatif !

- On nous facture une eau qui est notre  
propriété avec PROBABILITÉ d'assèchement de la  
nappe et de l'ORAÏEN -

Aucune démonstration par un bureau  
d'étude, INDÉPENDANT, de géologues et hydrologues,  
- qui évite tout conflit d'intérêts -

Je rappelle que l'ÉOLIEN indemnise la  
Sécurité - c'est par la production d'ÉNERGIE qui  
est un bien PUBLIC -

Ici on s'octroie tous les droits de détermination,  
et occupation des sols ... SANS INDEMNITÉ!

La démocratie c'est la France!

La Mafia c'est l'Italie?

Exonération de l'impôt sur les Revenues  
Généré par le Pôle Emploi, la défiscalisation  
aurait déjà dû être en place déjà ya 5 ans.

Coucou, je ne suis pas mafieuse, je suis responsable (j'ai donc de la  
chance). une proposition: pour le village associer à la borne électrique  
un taxi collectif pour les personnes qui n'ont pas les moyens de se  
déplacer hors d'Ormaisons → Lézignan, Narbonne ou les villages à l'entour  
mes impôts seraient un peu plus à du social.

j'ai la chance également d'avoir de l'humour pour dépasser toutes  
nos petites merdes et d'être zen!

2 jours plus tard pourquoi tous ceux qui écrivent dans ce cahier  
ne pourraient pas se rencontrer pour évoquer leurs problèmes respectifs  
et essayer des propositions pour avancer ensemble vers un "modus vivendi"  
un vivre ensemble avec nos différences un peu gommées, parce que nous  
serons elles les uns vers les autres

Ah! que c'est dur, de supporter l'autre, différent<sup>(e)</sup> - mais si on fait un  
pas vers lui, il sera peut-être un peu moins différent<sup>(e)</sup> et nous aussi  
on sera moins différent pour lui (ou elle)

peuser aux piétons dans Ormaisons, il en existe! quels cheminement  
le long des rues où les voitures piétonnes stationnent, courent, ou rétrocedent

Ouvrir un peu plus les réunions municipales, et les "commissions" à une participation des Omeissonnais tout caractère ou opinion confondue. Il ne faut pas que le maire soit un "château" (peu probable que) étende votre enquête participative à tout.

Le maire et son équipe ne doit pas être là que pour les doléances, le village en entier et ses habitants ont la possibilité de construire ensemble un monde harmonieux.

En prenant en compte toute l'évolution de la terre, (univers), de la vie - du plus petit être minuscule nécessaire à tous.

nous avons à grandir ensemble dans l'évolution de notre humanité - participation écologique - sociale -

# **Cahier citoyen**

« TOUROUZELLE » - « 11393 »

« 11200 »

ARRIVÉE LE

27 DEC. 2018.

Tourouzelles, le 21 décembre 2018.

Messieurs les politiques en charges des doléances,

Je ne sais qui devra en faire le tri, ni leur possible utilité mais puisque m'est donnée la possibilité de m'exprimer voici une analyse et des suggestions pour ce qu'elles valent.

**Pour rembourser notre dette :** Sans coupes sombres dans les budget de la santé ni de l'éducation, continuer de faire de petites économies moins douloureuses mais multiples et généralisées ! L'Europe comprendra , patientera, ou en perdra son unité!

**Côté salariés et employés:** Donnant donnant ! Augmenter les salaires mais oublier pour le temps nécessaire, les trente cinq heures « imbéciles ». Travaillons plus, non pas pour gagner plus mais pour payer nos dettes! Nous avons vécu depuis des années au dessus de nos moyens et nous trouvons normal de travailler moins ! Faites-en une prise de conscience et une cause nationale !

**Côté patrons :** Laissez les entreprendre plus librement par la suppression de toutes les complications administratives et réglementaires futiles qui les paralysent autant que les charges . C'est du travail de tous que viendra le retour à l'équilibre budgétaire et la relance! Si j'avais le pouvoir de ne faire voter qu'une seule et unique loi, elle rendrait indispensable pour toute nouvelle règle imposée que deux anciennes soient abrogées !!!

**Côté retraités :** Si le SMIG est le salaire minimum pour vivre décemment pourquoi des vieux doivent-ils tenter de survivre avec moins ? L'effort de solidarité doit venir des grosses retraites qui seront plafonnées et redistribuées. Si notre régime de retraite est basée sur la solidarité nationale appliquons donc ce principe jusqu'au bout ! Pourquoi celui qui toute sa vie a bénéficié de gros revenus devrait-il en plus bénéficier d'une grosse retraite ???

**D'une manière générale...** Arrêter de vouloir nous faire vivre dans un monde parfait ! Toutes ces contraintes tuent la joie de vivre et le sentiment de liberté à petit feu ! La sécurité n'est, après tout, qu' une vue de l'esprit et une vaine quête !

Pourquoi rendre le port du casque ou de la ceinture obligatoire ? Pourquoi limiter la vitesse à 80 kilomètres ou 130 kilomètres ? Pourquoi une heure de fermeture obligée pour les bar dont 2000 ferment chaque année ? Nos voisins Européens sont plus laxistes et ne s'en portent pas plus mal !

Ce n'est pas une question de coût ! Plus ou moins de liberté c'est un choix politique sans réelle incidence budgétaire si ce n'est qu'elle d'être plus ou moins positive !

**Choix de société :**

Notre génération a vécu le « rêve américain » se persuadant que le bonheur viendrait de la consommation des biens matériels à outrance! Il faut renoncer à cette chimère et tenter de se satisfaire à l'avenir de moins en moins et d'y trouver néanmoins notre satisfaction que cela nous plaise ou non !

L'immigration est un phénomène irréversible et nous n'en sommes qu'aux prémices. « le Gâteau » sera plus dur à cuire et il faudra accepter de le partager avec de plus en plus d'autres hommes de toutes couleurs, de tous milieux et de toutes origines ou de défendre une part quelque peu usurpée par les armes !

La France démocratique, républicaine et laïque a renoncé à la peine de mort et se retrouve face à l'extrémisme religieux, au terrorisme international, au despotisme armé et aux décapitations sur vidéos ! Nous sommes devenus les nouveaux « infidèles » et la guerre de religion n'en n'ont pas fini avec nous que nous l'admettions ou pas !

Difficile de conserver des principes rigoureux face à ceux là et sans céder à la barbarie, accepter d'en devenir un jour les martyrs ?

Et si on rétablissait la peine de mort pour les terroristes et ceux qui s'en prennent aux enfants innocents pour le moins ?

### **Coté pratique :**

Plutôt que de continuer de donner d'une main et de reprendre de l'autre, d'accorder des faveurs à certaines tranches de la population forcément au détriment des autres dans «votre « usine à gaz » ce qui est loin d'un comportement démocratique et égalitaire, pourquoi ne pas en venir au plus tôt à cette merveilleuse idée trop vite écartée pour être « utopique » celle d'un revenu universel !!!

Si le montant avancé au départ de 750 euros s'avère impossible à mettre en place, visons moins haut mais admettons en au moins le principe, nous en ajusterons le niveau avec le temps !

Merci de votre attention

- Libéralisation du système Social Français  
(Applications des directives Européennes).

- Récupération des 10 milliards de Fraudes TVX/ans

- Arrêt Fraudes Secu entre 14 et 20 milliards.

100.

- Réévaluation des retraites  
suivant le Taux d'Inflation.

- Expulsion Fichiers S.

- Arrêt de l'immigration (Suppression aide d'état -)  
C.A.F

- CSG, ne plus retenir.

- Fraude à la Secu, avec les cartes vitales  
et arrêt de paiement de retraites à des  
centenaires en Algérie, Maroc, Suisse -

- Rétablissement de l'ISF

- Révision de la Constitution pour des  
élections législatives au scrutin proportionnel  
intégral -

- Chambre des députés réduite à 300.

- Suppression du Sénat et de tous leurs  
avantages. (Retraites, produits SNCV -

- Suppression des avantages des députés, en cas de non réélection, pas plus de 2 législatures, pas de cumul

---

Mise en place d'un référendum à choix multiples pour orienter la politique du gouvernement.

Simplification des démarches administratives  
Revalorisation des retraites et du salaire minimum.

établir une prix plancher sur l'énergie.  
Relâchement de ISF.

Pour une 6ème république  
mise en place du Revenu universel pour tous

\ Le Gouvernement doit impérativement réduire son train de vie et diminuer le nombre de ses ministres.

Modifier la constitution pour réduire le nombre de parlementaire à l'Assemblée nationale et au Sénat (1 par dépt)

Il n'est pas normal que des anciens parlementaires touchent des retraites pour lesquelles ils n'ont pas cotisé.

Il est inadmissible que les membres de Gouvernement et les parlementaires ne cotisent pas à la CSG.

Il faut faire un référendum pour redonner la parole au peuple et écouter son choix.

Indexer les retraites sur le coup de la vie et diminuer les taxes sur les carburants.

Retraité

- Arrêter de verser des retraites à des personnes décédées qui ont travaillé en France et sont retournées dans leur pays.
- Trop d'inégalités sont insupportables
- Rétablir ISF et faire payer des impôts aux multinationales (Ex. Google - Amazon)
- Moins de dépenses du gouvernement.

voici quelques doléances puisqu'enfin  
l'Etat doit mettre en place  
ce dispositif qui s'annonçait déjà  
comme un échec faute de trouver  
les moyens de collecter et d'analyser  
les remarques « qui ne font ce travail ? »  
Les gouvernements successifs se sont  
éloignés durablement du terrain  
par le mépris, l'incapacité d'ouvrir  
le dialogue, la volonté d'anéantir  
les syndicats, et surtout la  
volonté de participer à la disparition  
des services publics.

→ disparition des gares et des  
lignes moins rentable pour  
mettre en place des transports en  
commun.

→ disparition des ~~hospitaux~~ hôpitaux  
( obligation de résultats )

→ inégalité de traitement  
suivant les lieux d'habitation  
sur le territoire.

→ flow suite à la privatisation  
EDF.

Comment imaginer que la fibre  
optique et l'accès à internet  
est inégalement distribués,

Aucune aide n'est prévue pour  
aider la population à  
répondre aux nouvelles  
obligations ~~est~~

le réseau internet doit  
être accessible sur tout le  
territoire

→ Il faut rétablir l'ISF.

→ Il faut être cohérent sur  
la taxe d'habitation

1) Sur le pouvoir d'achat.

Il faudrait remonter le SMIC

Il faudrait revoir l'échelle des salaires de telle sorte que les hauts salaires soient plafonnés. (Il est scandaleux de constater que des salariés ne gagnent jamais dans leur vie ce que gagnent des grands patrons ou des footballeurs en 1 jour).

2) Sur les institutions.

Je suis d'accord sur le RIC mais à condition.

a) que le vote soit obligatoire en France et sanctionné en cas d'abstention.

b) que soit fixé un quorum raisonnable pour chaque type de question

c) que soit fixée une majorité qualifiée pour les votes concernant le fonctionnement des institutions.

e) que soit respectés les traités.

internationale et le fonctionnement  
des institutions supranationales.

### 3) Sur la fiscalité

a) Je suis favorable à l'établissement  
d'une tranche supplémentaire d'impo-  
sition pour les très hauts revenus.

b) Si l'ISF n'est pas rétabli,  
je suis favorable à un encadrement  
strict c'est à dire à l'obligation  
d'investir dans les PME  
ou dans les entreprises d'emploi ou dans les  
entreprises en difficulté.

### 4) Sur le travail.

Je suis favorable à l'interdiction  
des licenciements dans les entreprises  
en bénéfices.

### 5) Sur les retraites.

Peut-on être considéré comme  
"riches" si on a 2500 € ?

On est toujours le riche et par rapport

à quelqu'un ou le mieux par rapport aux plus jeunes.

Je suis favorable à l'allongement de la durée de travail mais à la condition que le travail des seniors soit organisé et adapté à leur âge et à leur état de santé.

### 6) Sur la ruralité.

Je suis favorable à la création de maisons de services de toutes sortes pour faciliter les démarches et la vie de chacun.

Je suis favorable à l'organisation de transport collectif. - Lu et Approuvé

retenu(e) -

- retiré(e)

## Néo Doléances

- Réduction du train de vie du gouvernement
  - ↳ Fin des indemnités (à vie) des Ex-présidents
  - Achèvement 4 présidents et tout ce qui va avec voitures, séjours, gardes du corps, appartements de fonction et les loyers et charges et à la charge de l'État
- Instaurer Non eurent des mandats.

## - Instauration du RIC

- ↳ Consultation des citoyens à mi-mandat du Président pour avoir l'état des lieux sur tous les domaines majeurs suivis par le gouvernement.
  - Finances
  - Sociale
  - Sécurité Extérieure
  - Travail
  - etc etc

## - Retour de l'impôt sur Fortune ISF

- Fin de la hausse des taxes CFE
- Causant → Sans payer total entre
- taxe + sur les GAFA

- Google, Amazon, Facebook, Dropbox

- Remembrement des lignes CNOF de Ruralité
- lutte +++ contre l'évasion Fiscale

- Élargissement des Aides à la Renovation des logements qui en ont besoin
- SS suite (fenêtres, portes, isolation...)

- Réindexation des retraites sur inflation, coût de la vie - favoriser le bien être du S'e Afe

- Fin du CICE qui n'a pas donné de résultat probant.

- Réintroduction de GAZ en de  
l'électricité ds le domaine Public  
(trop d'augmentation de prix  
pour la population)

- De la venue à plat des  
régimes de retraite n'oublier  
personnes : Sénateurs et députés,  
journalistes, Haute fonctionnaires  
Le m régime pour tous  
Plus de privilège

Nous avons un système archaïque  
qui nous bride et totalement dépassé  
Même Louis XVI et De Gaulle n'y ont pas  
résisté -

L'Assistance aveugle transforme la  
population en larves toujours insatisfaites  
et mécontentes -

Pour la ruralité. que laissons nous !

- Internet et téléphone ne fonctionnent pas bien.
- nous demandons de plus en plus d'efforts
- les dons pour nos amis [depuis d'achés]
- les jeunes adultes ne font plus aucun
- les deuil vs les constructions.
- les demandes ne se font plus par Internet
- il faut sauver la ruralité -



## **Poursuivre la réflexion : et dans les autres cahiers ?**

---

Voici un condensé des doléances et souhaits qui reviennent le plus souvent dans la plupart des cahiers.

### **a. Démocratie et liberté : repenser nos institutions**

Quelques critiques ou demandes reviennent fréquemment :

- Garantir la liberté de manifester ;
- Réduire le train de vie de l'Etat et mettre fin aux privilèges des élus et des anciens élus ;
- Pour renforcer la démocratie participative et pour un pouvoir plus proche des citoyens :
  - Inscrire dans la constitution la possibilité d'organiser des référendums d'initiative citoyenne (RIC),
  - Revoir le mille-feuille administratif, par exemple en supprimant les départements,
  - Mutualiser les moyens des communes en regroupant les plus petites ou en les intégrant à des intercommunalités choisies et non subies,
  - Renforcer le rôle des maires et les protéger mieux,
  - Sans que le mot de décentralisation soit explicitement nommé on souhaite des consultations citoyennes et des votations locales ou régionales.
- Les élus (députés et sénateurs principalement) seraient trop nombreux et coûteraient trop cher ;
- Diminuer l'influence des lobbys et des cabinets d'experts ;
- Mettre fin au cumul des mandats et fixer une limite au nombre de mandats successifs ;
- Sur le vote :
  - Introduire le scrutin proportionnel,
  - Revoir le calendrier électoral avec des législatives déconnectées des présidentielles,
  - Prendre en compte le vote blanc.

### **b. L'économie : avant tout la justice fiscale et le pouvoir d'achat**

Voilà ce que réclament d'abord et avant tout les contributeurs aux cahiers de doléances (ce qui révèle aussi leur positionnement social) :

- L'augmentation du pouvoir d'achat :
  - Par l'augmentation des petites retraites,
  - Par l'augmentation du SMIC et des salaires les plus faibles,
  - Ces mesures pourraient être financées par une réduction des écarts de revenus et une diminution des rémunérations les plus élevées,
  - La diminution amplifiée de la TVA sur tous les produits de première nécessité,
  - La diminution, voire la suppression de la CSG sur les retraites et pensions,
  - Une meilleure rémunération pour les productions de nos agriculteurs et viticulteurs.

- D'innombrables propositions, quelquefois contradictoires pour plus de justice et d'équité fiscale ; Certaines propositions sont mentionnées dans presque tous les cahiers :
  - Le rétablissement de l'ISF,
  - Une TVA accrue sur les produits de luxe,
  - La taxation des très grandes entreprises et, simultanément la réduction des charges pour les artisans et PME,
  - Lutter avec plus d'efficacité contre la fraude et l'évasion fiscale.
- Pour l'emploi :
  - Des lois pour interdire les délocalisations et préserver les emplois,
  - Rapprocher emplois et logements soit en rapprochant les zones d'activité des bassins de vie, soit en construisant des logements dans les zones d'activité péri-urbaines,
  - Un vrai respect des travailleurs et du travail par le refus de la précarisation et d'une « marchandisation » excessive du travail.
- A l'échelle locale on préconise des aides pour le maintien des commerces de proximité, le développement des circuits courts pour l'alimentaire, le passage accéléré à l'agriculture biologique et des aides à l'installation pour les jeunes agriculteurs.

Certains posent aussi des questions relatives à l'utilité de l'Union européenne ou encore sur le contrôle des dépenses publiques, mais sans forcément faire des propositions concrètes.

### **c. Pour une société plus fraternelle et plus humaine**

En ce domaine, des souhaits ou revendications reviennent souvent.

- Cela passe par plus d'écoute, de démocratie donc aussi en recréant des lieux de vie sociale. Cela passe aussi par le maintien des services publics (humains et non virtuels) notamment dans les zones rurales les plus éloignées (Corbières, Haute-Vallée par exemple) que ce soit par des maisons de services publics ou par la possibilité de services itinérants pour desservir tous les territoires ;
- Ceux qui se nomment eux-mêmes comme « France d'en bas » se sentent stigmatisés et/ou marginalisés. Ils revendiquent d'abord du respect, de la considération ;
- L'idée de contreparties aux aides sociales (RSA...) est évoquée notamment dans le cadre des travaux d'intérêt collectif au sein des communes ;
- L'aide au maintien voire à la création de petits commerces locaux, outils multifonctionnels du lien social et de l'aménagement du territoire ;
- Dans le domaine de la santé :
  - La lutte contre la désertification médicale est une revendication forte pour faciliter l'accès aux soins (y compris psychiatriques) et aux médicaments, ce qui pose aussi la question des déplacements,
  - L'amélioration des conditions de vie en EHPAD, notamment par un meilleur encadrement,
  - L'aide au maintien à domicile avec plus de considération, de meilleures rémunérations pour tous les services d'aide à la personne.

- Sur les mobilités, préoccupation transversale liée à l'économie, au cadre de vie et à la préservation de l'environnement :
  - Développer le réseau de pistes cyclables dans et autour des principales villes du département,
  - Améliorer les routes et rétablir le 90 Km/h,
  - Davantage de bornes de recharges pour les voitures électriques,
  - Mise en place de navettes ou de taxis collectifs dans les zones rurales les plus délaissées,
  - Développer les transports en commun dans les zones urbaines mais aussi dans les campagnes,
  - Développer le ferroutage pour réduire le nombre de camions sur nos autoroutes.
  
- Dans le domaine de la formation :
  - Plus de mixité sociale à l'école et des mesures pour favoriser l'égalité des chances,
  - En l'absence d'une vraie ville universitaire dans notre département et en raison des conditions sociales et géographiques particulières de notre département il est souhaité des aides spécifiques pour les jeunes qui souhaitent poursuivre leurs études universitaires.

#### **d. Une forte sensibilité aux questions environnementales**

Des préoccupations reviennent souvent.

- D'abord la nécessité d'intensifier et accélérer la lutte contre le dérèglement climatique :
  - En appliquant les lois déjà adoptées (Grenelle de l'environnement ...),
  - En tenant compte des recommandations du G.I.E.C. et en appliquant les recommandations adoptées lors des COP successives.
  
- Puis la préservation du vivant :
  - Par davantage de lois,
  - Par la limitation, voire l'interdiction du recours aux pesticides et autres herbicides,
  - Réduire les déchets,
  - Reboiser.
  
- Sur l'énergie :
  - Taxer les pollueurs,
  - Imposer aux transports aériens et maritimes les mêmes taxes sur les carburants que celles que l'on impose aux automobilistes, ce qui permettrait de financer la transition écologique et énergétique des catégories sociales les moins favorisées,
  - Réfléchir à l'impact des éoliennes.